

**Assemblée générale**

Distr. générale
2 mars 2009
Français
Original : anglais

**Comité spécial chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application de la Déclaration
sur l'octroi de l'indépendance aux pays
et aux peuples coloniaux**

Bermudes**Document de travail établi par le Secrétariat****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Généralités	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	4
III. Budget	5
IV. Situation économique	6
A. Généralités	6
B. Services financiers	6
C. Tourisme	7
D. Construction	8
E. Transports et communications	9
V. Situation sociale	9
A. Généralités	9
B. Emploi	10
C. Enseignement	11
D. Santé	13
E. Droits de l'homme et questions connexes	13
F. Criminalité	14
G. Environnement	16



VI.	Questions militaires.	17
VII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux	17
VIII.	Statut futur du territoire	18
	A. Position du gouvernement du territoire.	18
	B. Position de la Puissance administrante	18
	C. Décisions prises par l'Assemblée générale.	18

I. Généralités

1. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elles sont situées dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres environ à l'est des côtes du continent le plus proche, celles de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire s'étend sur une superficie totale de 57 kilomètres carrés et se compose de 8 îles principales et de 130 autres de plus petite taille. Great Island, aussi appelée Main Island, est la plus grande. Hamilton, la capitale, et St. George sont les deux villes les plus importantes.

2. Découvertes par le navigateur espagnol Juan de Bermúdez en 1505, les Bermudes sont restées inhabitées jusqu'à ce qu'un groupe de colons anglais s'y installe en 1609. Les îles ont d'abord été régies par la charte de la Compagnie de Virginie et des compagnies qui lui ont succédé, avant de devenir en 1684 une colonie de la Couronne britannique. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle constitution.

3. En 2009, pour célébrer le quatre centième anniversaire du peuplement des Bermudes, le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale créera un fonds du patrimoine culturel qui sera doté d'un capital de démarrage de 100 000 dollars. Selon la Ministre des finances, ce fonds sera utilisé pour promouvoir, transformer et préserver l'art et la culture des Bermudes en soutenant des initiatives culturelles d'envergure nationale¹.

4. Un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation a été de 58,8 %, ce qui est peu élevé pour les Bermudes, et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance. Le parti de l'opposition de l'époque avait appelé les partisans de l'indépendance à boycotter le référendum, considérant que la question devait être réglée par des élections générales.

5. En 2008 la population des Bermudes était estimée à 64 209 habitants², alors qu'en 2000, on en avait recensé 62 059. En gros, les Noirs représentent 55 % de la population, les Blancs 34 % et les métis et les personnes d'autres origines raciales 11 %. Le taux d'accroissement démographique est de 0,55 % par an³. Les Bermudes sont le troisième territoire le plus densément peuplé du monde (environ 3 300 habitants au kilomètre carré) et la totalité de sa population réside en zone urbaine.

Note : Les informations figurant dans le présent document proviennent de diverses publications, y compris celles du gouvernement du territoire, et de renseignements communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

¹ Présentation du budget 2009/10 par Paula A. Cox, Ministre des finances, le 20 février 2009, www.gov.bm.

² Gouvernement des Bermudes, Département de statistique, projections démographiques, 2000-2030, voir bermuda-online.org/bdagovt.htm.

³ Central Intelligence Agency (CIA), The World Factbook, voir www.cia.gov.

6. La loi sur les territoires britanniques d'outre-mer, entrée en vigueur en 2002, octroie la nationalité britannique aux habitants de ces territoires, dont les Bermudiens. En vertu de cette loi, les citoyens des Bermudes peuvent obtenir un passeport britannique et travailler dans les pays membres de l'Union européenne.

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

7. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée en 1973, 1979, 1989, 2001 et 2003. Le Gouverneur (et commandant en chef) est nommé par le Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre du territoire. Il est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Le Gouverneur actuel, Sir Richard Gozney, a pris ses fonctions en décembre 2007.

8. Le territoire a un régime parlementaire. Le gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé d'une assemblée de 36 membres élus au suffrage universel pour un mandat de cinq ans et d'un sénat de 11 membres désignés de la façon suivante : le Gouverneur nomme cinq membres sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois à sa discrétion. Le Gouverneur désigne en tant que Premier Ministre le membre de l'Assemblée qui lui semble avoir les meilleures chances d'être investi de la confiance des autres membres. Le Premier Ministre préside un cabinet comprenant au maximum 14 membres du Parlement⁴.

9. Dans son rapport du 7 juillet 2008, la Commission des affaires étrangères du Royaume-Uni a recommandé au Gouvernement du Royaume-Uni d'encourager le gouvernement des Bermudes à renforcer ses mesures de transparence, notamment en créant une commission électorale indépendante et en mettant fin à la pratique suivie par les chambres de l'Assemblée de se réunir à huis clos, sans rien divulguer ni de la teneur ni du déroulement des débats⁵.

10. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement et ses membres ne sont pas élus mais nommés sur avis du Chief Justice. Il existe trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel.

11. Le territoire compte deux partis politiques officiels : le Progressive Labour Party (PLP), créé en 1963 par la majorité noire, et le United Bermuda Party (UBP), créé en 1964, en majorité par la population blanche. Lors des élections générales de 1998, le PLP a devancé l'UBP et a accédé pour la première fois au pouvoir depuis la création du système des partis, 30 ans plus tôt, en 1968. Le PLP a obtenu un deuxième mandat de cinq ans en 2003. L'actuel Premier Ministre, Ewart Brown, est entré en fonctions le 30 octobre 2006, après avoir été élu Chef du PLP, remplaçant Alexander Scott dans ces deux qualités. Lors des dernières élections générales, tenues le 18 décembre 2007, M. Brown a été réélu Premier Ministre des Bermudes,

⁴ Renseignements communiqués par la Puissance administrante, le 11 janvier 2007.

⁵ Septième rapport de la Commission des affaires étrangères, session de 2007/08, Territoires d'outre-mer.

le PLP ayant obtenu 22 sièges sur 36 à l'Assemblée. Les prochaines élections générales se tiendront en 2012.

12. Pour pouvoir voter lors des élections et des référendums, il faut avoir 18 ans révolus et être Bermudien de naissance ou par naturalisation, ou être établi de longue date aux Bermudes, citoyen du Commonwealth britannique et inscrit sur les listes électorales chaque année depuis 1979. Selon la Puissance administrante, lors des dernières élections générales, en 2007, le nombre d'électeurs inscrits était d'environ 42 300, ce qui représentait près de 66 % de la population totale et 3 000 électeurs de plus qu'en 2004. Le taux de participation a été d'environ 76 %, avec 32 028 votants.

13. Dans une grande mesure, les divisions raciales aux Bermudes continuent de jouer dans l'appui ou l'opposition à l'indépendance et dans le mode de consultation proposé. Le PLP voudrait que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection en soutenant que c'était la tendance partout dans le monde. L'UBP, qui est dans l'opposition, préfère le recours à un référendum, procédure qu'il considère plus démocratique car le public sera alors appelé à se prononcer sur une seule question.

14. Comme rapporté précédemment, la Commission pour l'indépendance des Bermudes, créée en décembre 2004, a publié un rapport officiel en août 2005⁶. S'agissant du recours, soit à des élections générales, soit à un référendum pour consulter la population au sujet de l'indépendance, la Commission a conclu qu'il incombait aux deux partis politiques de faire connaître les mérites respectifs de chaque méthode.

15. En novembre 2005, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire aux Bermudes (discours du trône), le Gouverneur a énoncé la position officielle, à savoir que l'indépendance était une progression naturelle pour un territoire parvenu à maturité comme les Bermudes.

16. À la fin de 2006, le Premier Ministre avait déclaré que l'indépendance n'était pas un thème d'actualité brûlante, même s'il était toujours à l'ordre du jour; depuis la question n'a plus jamais été évoquée ni par le Gouverneur ni par le Premier Ministre dans leur discours annuel.

17. D'après les résultats du dernier sondage effectué en juillet 2007, l'opinion publique n'avait pas changé, 63 % de la population étant opposés à l'indépendance, 25 % en faveur de l'indépendance et 12 % sans opinion.

III. Budget

18. L'exercice budgétaire aux Bermudes commence en avril. Le budget prévu pour 2009/10 est le même que pour l'exercice précédent, soit 1,1 milliard de dollars¹. Pour éviter d'augmenter les impôts, le gouvernement prévoit de puiser dans ses réserves et le solde de son fonds d'avoirs confisqués pour financer certaines dépenses en 2009/10 et limiter les emprunts publics. Le gouvernement prévoit lancer des emprunts publics uniquement pour investir dans les biens durables d'infrastructure, dans le cadre de son programme d'investissement pluriannuel, et pour fournir des garanties à l'appui des partenariats public-privé.

19. Dans le budget 2009/10, le Ministère des finances a indiqué qu'il avait mobilisé toutes les ressources dont disposait l'État pour l'application de plans de secours financier et économique au cas où la récession se prolongerait. Selon ses estimations, le produit intérieur brut des Bermudes devrait diminuer de 1 à 1,5 % durant la période considérée⁷.

IV. Situation économique

A. Généralités

20. La devise officielle est le dollar des Bermudes, qui est indexé sur le dollar des États-Unis à parité⁸.

21. L'économie des Bermudes repose toujours principalement sur les services financiers et le tourisme⁵. La plupart des biens d'équipement et des denrées alimentaires doivent être importés. Le secteur industriel bermudien est peu développé, mais le secteur du bâtiment demeure important. L'agriculture est peu développée avec seulement 20 % des terres arables³.

22. Étant donné la mauvaise conjoncture économique et financière et les difficultés liées à la modification des réglementations internationales en raison de la récession économique mondiale, le Ministre des finances des Bermudes a annoncé que le principal objectif du gouvernement pour l'exercice était de faciliter et de stimuler la croissance, autant que possible, afin de maintenir les niveaux de l'emploi et les revenus des ménages. Le gouvernement a également annoncé son intention d'aider les entreprises bermudiennes qui en font la demande, à condition qu'elles s'engagent à conserver leur personnel bermudien¹.

23. Le ralentissement économique mondial ne manquera pas d'entraîner une réduction des revenus fiscaux de l'État en 2009/10. Le gouvernement table donc sur un budget des recettes d'un montant de 969 millions de dollars pour 2009/10, soit environ 16 millions de dollars de moins qu'en 2008/09 (985 millions de dollars)⁹. Au début du cycle budgétaire 2009/10, le Ministère des finances a diffusé une directive générale auprès des ministères, leur demandant de réduire leur budget de 10,5 % par rapport à 2008/09 car le gouvernement entendait financer de nouveaux programmes au moyen des ressources existantes, sans augmenter les impôts¹.

B. Services financiers

24. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. Il n'existe pas de banque centrale sur le territoire. L'activité des banques et des sociétés fiduciaires est régie par la Bermuda Monetary Authority.

⁶ Rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, août 2005.

⁷ Gouvernement des Bermudes, Ministère des finances, Rapport économique national des Bermudes, 2008.

⁸ Voir www.bermudasun.org et www.eiu.com.

⁹ PricewaterhouseCoopers Bermuda's review 2008 Bermuda budget statement economic overview.

25. Depuis plusieurs années, ce sont les entreprises internationales qui créent le plus d'emplois, et ce dans tous les secteurs de l'économie. Cependant, il s'est créé peu d'emplois en 2008 et on s'attend à ce que la tendance se maintienne en 2009. Les entreprises internationales demeureront néanmoins le moteur de l'économie et leur contribution au produit intérieur brut demeurera la plus importante dans un avenir prévisible.

26. Il y avait 15 201 sociétés internationales inscrites sur le Registre des entreprises des Bermudes à la fin de 2008, soit 177 sociétés (1,2 %) de moins qu'à la fin de 2007. Au cours des neuf premiers mois de 2008, les recettes en devises des sociétés internationales sont passées de 427 millions de dollars à 1,5 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 38,7 %.

27. Il y a eu 1 032 nouvelles sociétés exonérées en 2008 contre 1 427 en 2007, ce qui représente une diminution de 27,7 %. À la fin du troisième trimestre 2008, la valeur liquidative nette totale des organismes de placement collectif en valeurs mobilières était de 196,3 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 14,9 % en un an. Le nombre d'organismes de placement collectif enregistrés sur la liste officielle a diminué de 24 au cours des 12 mois qui ont précédé septembre 2008.

28. En novembre 2007, la Commission des affaires étrangères du Royaume-Uni a commencé une étude approfondie des 14 territoires d'outre-mer britanniques qui portait sur les normes de gouvernance, de transparence et de responsabilité, le rôle des gouverneurs et la réglementation du secteur financier. Les enquêteurs se sont rendus aux Bermudes en mars 2008. Dans son rapport du 7 juillet 2008, la Commission des affaires étrangères a recommandé au Foreign Commonwealth Office d'encourager les Bermudes à continuer d'améliorer ses réglementations financières, s'agissant en particulier des enquêtes en matière de blanchiment de capitaux⁵.

29. En juin 2008, les Bermudes ont adopté une loi créant leur propre agence de renseignement financier indépendante. Un mois plus tard, le gouvernement a annoncé que les effectifs de l'agence seraient renforcés dans le cadre d'une nouvelle législation contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Selon la presse, la nouvelle législation faisait suite à une étude démontrant que les Bermudes n'appliquaient pas strictement les 29 recommandations internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (voir également la partie F de la section V du présent document, intitulée « Criminalité »)¹⁰.

C. Tourisme

30. Le ralentissement économique mondial a eu des effets préjudiciables sur l'industrie du tourisme bermudienne en 2008. Le nombre de touristes arrivés par avion des États-Unis a diminué, ce qui a entraîné une baisse générale du nombre de touristes, la plus grosse proportion des visiteurs des Bermudes étant composée des ressortissants des États-Unis. Ainsi, le pourcentage des touristes arrivés par avion des États-Unis est passé de 75,1 % en 2007 à 71,3 % en 2008. Le nombre total de touristes arrivés par avion a diminué de 4,6 %, passant de 305 548 en 2007 à 291 431 en 2008. Le nombre de touristes de croisière est passé de 354 024 en 2007 à

¹⁰ About Bermuda Online, gouvernement des Bermudes, Financial Intelligence Agency (FIA), voir <http://bermuda-online.org/bdagovt2.htm>.

286 408 en 2008, ce qui correspond à une diminution de 19,1 %. En 2008, il y a eu 81 733 touristes en moins, soit 12,4 % de moins en un an. Le taux d'occupation des hôtels était en moyenne de 59,1 % en 2008, soit 11,9 % de moins qu'en 2007. Le Heritage Wharf, la nouvelle gare de croisière du Royal Naval Dockyard, sera en principe inauguré en mai 2009. Avec cette installation prévue pour accueillir de plus grands bateaux, les Bermudes espèrent attirer un plus grand nombre de croisiéristes.

31. Le 20 juin 2008, le Premier Ministre qui était alors le Secrétaire américain à la sécurité intérieure, Michael Chertoff, a signé une lettre d'intention disposant le prédédouanement des passagers et des membres d'équipage des vols privés en partance des Bermudes. Le prédédouanement pour les vols non commerciaux doit avoir pour effet de renforcer l'attrait du tourisme et des services financiers bermudiens. Les touristes sont à présent plus nombreux à venir aux Bermudes par des vols privés, ce qui cadre avec la Stratégie de la période platine visant à promouvoir le tourisme haut de gamme¹¹.

D. Construction

32. Le secteur du bâtiment est demeuré dynamique durant les trois premiers trimestres 2008, la valeur des travaux exécutés ayant augmenté de 7,1 % et la valeur des nouveaux ouvrages mis en chantier de 3,9 % par rapport à la même période l'année précédente. Cela étant, les activités de construction vont vraisemblablement se réduire en 2009 en raison de l'achèvement de plusieurs grands chantiers. Le gouvernement a stimulé le secteur en commandant la construction du commissariat de police et du tribunal de Hamilton, qui sont actuellement en chantier. L'État a prévu un certain nombre de projets de construction pour 2009, comme l'agrandissement de la station de dessalement de Tynes Bay et la construction de plusieurs ensembles d'habitation. Le nombre d'emplois dans le secteur du bâtiment a augmenté de 2,8 % pour atteindre 3 644, soit 100 emplois de plus qu'en 2007.

33. Le Ministère du travail, de l'intérieur et du logement s'est vu accorder un budget de 137 millions de dollars pour 2009/10, qui servira en partie à stimuler le secteur du bâtiment. En 2008, le gouvernement a encouragé les promoteurs immobiliers à construire des logements à loyer modéré en leur accordant les exonérations douanières prévues en 2007¹². L'un de ces projets, les Loughlands, en est presque à la fin de sa deuxième phase et l'ensemble de logements locatifs adaptés aux revenus doit être prêt en août 2009. Pour faire face à la conjoncture économique actuelle, le gouvernement lancera, après en avoir modifié le concept original, l'initiative de prêts sans intérêt, qui a été annoncée dans le discours du trône de 2008 à l'intention des personnes souhaitant devenir propriétaires pour la première fois.

34. Dans son rapport du 7 juillet 2008, la Commission des affaires étrangères du Royaume-Uni a recommandé au gouvernement du territoire d'ouvrir des enquêtes sur les allégations faisant état de corruption dans la Bermuda Housing Corporation (Office du logement bermudien) pour l'attribution de contrats⁵.

¹¹ Chef du service de presse du Premier Ministre, 24 juin 2008.

¹² Renseignements communiqués par la Puissance administrante, le 9 janvier 2008.

E. Transports et communications

35. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées (voir A/AC.109/2006/6, par. 25). Les Bermudes ont également l'une des circulations routières les plus denses du monde, avec une centaine de véhicules par kilomètre de route goudronnée¹³.

36. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et l'interdiction de la location automobile font que les Bermudes se sont dotées d'un réseau de transports en commun excellent et très fréquenté. Depuis septembre 2008, l'autobus et le ferry sont gratuits pour les étudiants. Quinze nouveaux autobus à plancher bas accessibles aux fauteuils roulants seront livrés et mis en service en 2009. Ces autobus dépasseront les normes Euro 4 relatives aux véhicules propres et pourront accueillir plus de passagers grâce à un espace intérieur réaménagé.

37. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne. Les Départements de l'aviation civile et de l'administration tiennent leurs registres à jour et ont une réputation de rigueur comparable à celles de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Registre des aéronefs, qui ne cesse de s'épaissir, est à présent informatisé et sera étoffé encore durant la fin de l'exercice 2008/09¹⁴.

38. L'aéroport international L.F. Wade a fait l'objet d'importants travaux d'amélioration depuis 2000. La remise en état des pistes, des voies de circulation et des tabliers, à laquelle ont été consacrés 18 millions de dollars, se poursuivra en 2009⁶. Des vols commerciaux réguliers relient les Bermudes à Boston, New York, Miami, Atlanta, Newark, Philadelphie, Toronto, Londres et Washington. En été, d'autres compagnies viennent en renfort pour transporter des passagers en provenance d'autres pays. Il y a eu une intensification très nette du trafic aérien compte tenu de la demande des sociétés internationales¹⁴.

39. Les Bermudes disposent d'une infrastructure informatique et télématique nationale et internationale ultramoderne et accessible à toute la population. Il y a quatre fournisseurs de services de télécommunications internationaux sur le territoire, dont trois disposent de liaisons transatlantiques ainsi que des liaisons par satellite pour les services spéciaux et les communications urgentes. Les services informatiques et télématiques intérieurs sont assurés par neuf fournisseurs¹⁴.

V. Situation sociale

A. Généralités

40. Il y a toujours des inégalités socioéconomiques aux Bermudes. D'après la Puissance administrante, le gouvernement du territoire continue de chercher à promouvoir l'égalité raciale en publiant des statistiques sur la composition

¹³ *The Search for Clean Air*; rapport annuel de la Station biologique des Bermudes (2004).

¹⁴ Renseignements communiqués par la Puissance administrante, le 29 janvier 2009.

démographique de la main-d'œuvre, l'enseignement et les nouvelles propositions de législations, mentionnées ci-dessous¹⁴.

41. Dans son discours du trône prononcé en novembre 2008, le Gouverneur avait mis l'accent sur la famille et les jeunes. Aussi le Ministère de la culture et de la réadaptation sociale s'est-il vu accorder un budget de 74 millions de dollars pour 2009/10, soit 23 % de plus qu'en 2008/09¹.

42. En novembre 2008, après avoir passé plusieurs mois à élaborer des politiques, le Ministère a lancé le programme très attendu d'allocation de garde d'enfants pour permettre aux familles à faible revenu de faire garder leurs enfants de moins de 4 ans. Les familles peuvent toucher jusqu'à 800 dollars par mois et par enfant. À ce jour, environ 300 familles se sont vu accorder cette allocation. Ce programme, qui doit se poursuivre pendant l'exercice 2009/10, est doté d'une enveloppe financière de 4,4 millions de dollars.

43. Le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale entend mettre en place en 2009 un système visant à offrir un traitement thérapeutique aux familles dysfonctionnelles. Un montant de 500 000 dollars a été alloué à ce programme en 2009/10. Le Ministère a également augmenté de 2,4 millions de dollars le montant des fonds alloués aux services psychopédagogiques destinés aux jeunes ayant des troubles comportementaux¹.

B. Emploi

44. D'après des données relatives à l'emploi réunies en 2008, le nombre total d'emplois a augmenté de 217 (0,5 %), passant de 39 851 en 2007 à 40 068 en 2008. Le secteur de l'administration publique est celui qui a enregistré la plus forte augmentation, avec un nombre d'emplois qui a passé de 4 113 en 2007 à 4 223 en 2008, soit 110 emplois (2,7 %) en plus. Le secteur du bâtiment est le deuxième secteur à avoir enregistré une très forte augmentation de l'emploi en 2008, avec 3 644 emplois, soit 2,8 % de plus qu'en 2007. En troisième place sur l'échelle des secteurs à forte augmentation d'emplois, on trouve l'hôtellerie, avec un nombre total d'emplois qui est passé de 2 965 en 2007 à 3 046 en 2008, soit une augmentation de 81 emplois (2,7 %).

45. Même si le nombre total d'emplois a augmenté en 2008, des emplois ont disparu dans six des 16 principaux secteurs économiques. Le plus durement touché est le secteur des transports et des communications, qui a perdu 155 emplois, soit 94 emplois de plus que les autres secteurs, ce qui correspond à une réduction de 5,6 % en un an. On s'attend à une hausse du taux du chômage en 2009. Les secteurs du commerce, de l'hôtellerie, des télécommunications et des services financiers sont déjà touchés. La hausse du taux de chômage entraînera une baisse des revenus du travail et éventuellement des dépenses de consommation, ce qui aura des effets préjudiciables sur le commerce, avec des ventes qui ralentiront encore en 2009.

46. Le Ministère du travail et de la formation prévoit d'élargir son programme d'emploi d'été et de mettre en place un centre des carrières multiservices dans lequel chacun pourra explorer des possibilités de carrière, recevoir des services de placement, suivre des stages de formation et se faire orienter vers d'autres stages de perfectionnement. Le programme Hustle Truck Employment va organiser, en partenariat avec la Bermuda Housing Corporation et le Département du travail et de

la formation, un ensemble de stages de formation pour améliorer les compétences professionnelles des travailleurs et renforcer leurs chances de trouver un emploi à temps plein¹.

47. La Commission pour l'unité et l'égalité raciale effectue chaque année une enquête sur la main-d'œuvre. Les conclusions de l'enquête de 2008 confirment qu'il y a de fortes distorsions dans la main-d'œuvre bermudienne et que le gouvernement n'a pas pris suffisamment de mesures pour redresser ces inégalités. Si les Noirs constituent plus de la moitié (54 %) de la population active, ils demeurent sous-représentés dans la catégorie des cadres et des dirigeants et dans la tranche de revenus correspondante et d'être surreprésentés parmi les employés. En termes de chiffres, l'enquête a révélé que 62 % des employés étaient des Noirs et 66 % des cadres étaient des Blancs. D'après le rapport, les chefs d'entreprise attribuaient le faible pourcentage des cadres noirs au manque de qualifications des travailleurs noirs.

48. Les mesures prises par le gouvernement du territoire pour améliorer la situation sont décrites aux paragraphes 62 et 63 ci-après.

49. En novembre 2008, face à une inflation qui avait atteint son plus haut niveau depuis 17 ans (5,9 %), le Ministre du travail, David Burch, a déclaré qu'il fallait veiller à ce que les besoins quotidiens des Bermudiens soient satisfaits. Le Ministre a indiqué qu'en réponse au nombre croissant de plaintes concernant l'emploi de travailleurs illégaux dans le secteur du bâtiment, le gouvernement avait resserré les contrôles sur les permis de travail des ouvriers en bâtiment et avait classé les électriciens, les menuisiers, les maçons et les plombiers dans une catégorie limitée. Selon le Ministre, le gouvernement surveille étroitement tous les autres secteurs où il pourrait y avoir des suppressions de postes pour s'assurer que les Bermudiens sont les derniers à être licenciés. Le Département du travail et de la formation coopère étroitement avec le Département de l'immigration pour faire en sorte que toutes les offres d'emploi soient proposées en priorité aux Bermudiens.

C. Enseignement

50. Aux Bermudes, la scolarité est obligatoire à partir de 5 ans et jusqu'à 16 ans et l'enseignement public est gratuit. Environ 60 % des élèves d'âge scolaire obligatoire fréquentent des écoles publiques. Le réseau d'établissements publics comprend 2 établissements secondaires de deuxième cycle, 5 établissements secondaires de premier cycle, 17 écoles primaires, 10 écoles maternelles, 1 école d'enseignement spécial et 1 programme d'enseignement alternatif. Il existe deux écoles privées pour les premières années de l'enseignement primaire, de même qu'un certain nombre d'autres écoles privées pour tous les âges. Ces établissements privés ne reçoivent aucun financement de l'État qui a toutefois la faculté de déterminer les examens auxquels ils peuvent préparer, ce, en vue de leur faire appliquer des normes scolaires appropriées¹⁵. Pour 2009/10, le Ministère de l'éducation a été doté d'un budget de 149 millions de dollars¹.

51. Les diplômés de l'enseignement secondaire sont préparés à poursuivre leurs études au Bermuda College ou dans des établissements étrangers, principalement

¹⁵ Voir Département de l'enseignement des Bermudes, 23 février 2009, <http://www.bermuda-online.org/educate.htm>.

aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Le taux d'alphabétisation est élevé : 98 % des hommes et 99 % des femmes âgés de plus de 15 ans savent lire et écrire. Depuis 2007, le montant des frais de scolarité dans les universités anglaises est le même pour les citoyens des territoires d'outre-mer que pour les étudiants britanniques¹⁶.

52. Comme rapporté précédemment (voir A/AC.109/2006/6, par. 34), le recensement de 2000 a révélé d'importantes disparités entre les élèves blancs, qui sont inscrits pour les trois quarts dans des écoles privées, et les élèves noirs, qui fréquentent les établissements publics. La baisse de niveau des établissements publics des Bermudes est fréquemment mentionnée dans les médias (on estime que, ces dernières années, la moitié seulement des élèves des écoles publiques obtiennent leur diplôme d'études secondaires). En 2008 cependant, 71 % des élèves qui avaient commencé l'enseignement secondaire quatre ans auparavant ont obtenu leur diplôme.

53. Pour remédier aux préoccupations ainsi suscitées, le gouvernement du territoire a commandé, en février 2007, un rapport sur l'enseignement public, ce qui a abouti à la création d'un Conseil exécutif intérimaire chargé de superviser la restructuration du système. En 2009, ce conseil sera dissous et certains de ses membres seront membres du Conseil de l'enseignement¹⁴.

54. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, la loi de 1996 sur l'enseignement a été modifiée en 2008 pour prévoir un modèle d'efficacité selon lequel les écoles sont récompensées lorsque les élèves réussissent et des mesures sont prises lorsque les résultats laissent à désirer. La loi modifiée a également porté création du poste de commissaire à l'enseignement responsable au Département de l'éducation, qui englobe toutes les écoles, du contrôle au jour le jour¹⁴.

55. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, le Bermuda College est le principal établissement d'enseignement supérieur des Bermudes. Il est subventionné par le gouvernement des Bermudes et dirigé par un conseil d'administration. Depuis septembre 2008, les élèves issus des lycées du pays n'acquittent plus de droits s'ils s'inscrivent dans une discipline approuvée¹⁴.

56. Au cours de 2009/10, le Bermuda College achèvera la phase finale de son autoformation en vue de son accréditation par la New England Association of Schools and Colleges et se préparera pour une dernière inspection en 2010. Par ailleurs, des mesures seront prises pour faire en sorte d'accréditer le programme de mécanique auto du College. Ce dernier adoptera aussi des stratégies pertinentes et confirmées pour le succès des étudiants et des mesures visant à éviter les abandons, notamment le pilotage de groupes d'apprentissage à l'intention des étudiants de première année au cours de l'automne 2009 et les conseils entre étudiants. Afin de continuer à soutenir la poursuite des études et la formation par les Bermudiens, le College mettra en route le nouveau programme « Nursing Pathways » (sur les diverses branches de la profession d'infirmière) en partenariat avec le Ministère de la santé et le Bermuda Hospitals Board et nouera des liens de partenariat avec des institutions du Royaume-Uni afin que le transfert des étudiants se fasse sans heurt lorsqu'ils tirent profit de la possibilité de payer au Royaume-Uni les mêmes frais de scolarité que les étudiants britanniques¹.

¹⁶ Lord Triesman, Ministre des territoires d'outre-mer, huitième réunion annuelle du Conseil consultatif pour les Territoires d'outre-mer, tenue les 21 et 22 novembre 2006, voir à l'adresse www.fco.gov.uk.

D. Santé

57. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante en 2007, les projections confirment deux grands phénomènes démographiques qui domineront aux Bermudes au cours des années futures : un vieillissement de la population et un faible taux de fécondité. L'espérance de vie à la naissance est de 80 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes. Toutefois, comme rapporté précédemment, l'espérance de vie des Noirs est inférieure de près de quatre ans à celle des Blancs¹⁷. Les maladies chroniques restent à l'origine d'un nombre disproportionné de problèmes de santé aux Bermudes. Les mesures que le gouvernement compte prendre pour promouvoir des programmes dynamiques de bien-être et d'aptitude visant à faire reculer les modes de vie qui conduisent au diabète, à l'hypertension et à l'obésité seront au cœur du programme du Ministère de la santé en 2009¹⁸.

58. Le Gouverneur a laissé entendre dans son discours du Trône que la santé mentale des Bermudiens avait fait l'objet de trop peu d'attention, partant un climat de tabou autour des questions de ce type. Le Gouverneur a promis de mettre en place un cadre global pour la mise en œuvre d'un programme de traitement afin de mieux répondre aux besoins des délinquants dans le système pénitentiaire (voir A/AC.109/2006/6, par. 36).

59. Il n'existe pas de régime d'assurance maladie universel financé par l'État, mais tous les travailleurs cotisent obligatoirement à une assurance pour soins hospitaliers, qu'ils soient salariés ou établis à leur compte. Néanmoins, quasiment tous les habitants sont assurés et certains le sont par plus d'un assureur (voir A/AC.109/2006/6, par. 36). En 2009, le gouvernement construira une installation pour remplacer l'un des deux hôpitaux du territoire, le King Edward VII Memorial Hospital (voir A/AC.109/2006/6, par. 36). Les deux hôpitaux sont administrés par le Bermuda Hospitals Board, un organisme public financé par l'État.

60. Pour 2009/10, le Ministère de la santé a été doté d'un budget de 177 millions de dollars, contre 151,7 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Dans la présentation du budget pour 2009/10, un montant de 10 millions de dollars a été prévu pour le lancement, en avril 2009, de « future care », un programme destiné à aider les personnes âgées à élargir leurs prestations d'assurance maladie¹⁹.

E. Droits de l'homme et questions connexes

61. En août 2008, les parties prenantes se sont réunies aux îles Turques et Caïques avec le coordonnateur d'un projet de quatre ans relatif aux droits de l'homme dans les Caraïbes lancé en 2007 par la Fondation du Commonwealth, l'Association du Commonwealth pour l'éducation juridique et l'Initiative du Commonwealth pour les droits de l'homme. Ce projet, financé par le Ministère britannique du développement international et le Bureau britannique des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth, vise à aider les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni

¹⁷ *Bermuda health systems and services profile*, rapport établi par Marcelo Ramella à l'intention du Ministère de la santé et de la famille, avril 2005.

¹⁸ Voir « discours du trône de 2008 », disponible depuis le 7 novembre 2008 à l'adresse www.gov.bm.

¹⁹ Présentation du budget pour 2009/10, disponible à l'adresse www.gov.bm, et « discours du trône de 2008 », disponible à l'adresse www.gov.bm.

à se conformer aux normes internationales concernant les obligations en matière de droits de l'homme et à mettre au point des plans d'action. À la réunion, la question du renforcement des capacités en matière de droits de l'homme dans les territoires d'outre-mer des Caraïbes, du Pacifique et de l'Atlantique Sud a été examinée.

62. Comme rapporté précédemment (voir A/AC.109/2008/10, par. 66), la Commission pour l'unité et l'égalité raciales a lancé des initiatives nationales de partenariat pour lutter contre le racisme et éliminer la discrimination raciale, au moyen de programmes financés par Citizens' Uprooting Racism in Bermuda (une ONG locale de lutte contre le racisme), et collaboré avec le Cabinet au projet d'amélioration des relations interraciales aux Bermudes. La « Big Conversation » a permis aux Bermudiens d'aborder la question des relations raciales deux fois par mois pendant une période de neuf mois en 2007.

63. En mars 2008, le Premier Ministre a annoncé que la « Big Conversation » serait élargie. Le gouvernement a créé un groupe consultatif pour contribuer à mener l'initiative, ainsi qu'un comité d'organisation des dialogues de la « Big Conversation ». Le projet d'amélioration des relations interraciales aux Bermudes s'est poursuivi de mars à novembre 2008 et a compris deux forums pour Noirs seulement et deux forums pour Blancs seulement, de même que des conservations de moindre importance, qui étaient censées élargir la portée et accroître l'efficacité du projet²⁰.

64. Les principaux instruments internationaux suivants relatifs aux droits de l'homme sont appliqués aux Bermudes : Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux, Pacte international relatif aux droits civils, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention relative aux droits de l'enfant et Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

65. Lors de la réunion du Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer tenue à Londres les 28 et 29 octobre 2008, le gouvernement est convenu de veiller à faire appliquer la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur tout le territoire et d'examiner les mesures à prendre pour s'acquitter de ses obligations internationales concernant l'orientation sexuelle.

F. Criminalité

66. Dans la présentation du budget pour 2008/09²¹, le Ministre des finances a indiqué que les Bermudes avaient récemment connu une aggravation sans précédent de la délinquance. Face à cette évolution, des mesures sont prises pour assurer une plus grande présence de la police et anticiper les événements. Les Bermudes ont une force de police d'environ 450 agents à plein temps et de plusieurs centaines de réservistes à temps partiel. Le recrutement pose problème et le chef de la police et ses collaborateurs ont décidé que le recrutement sur place et à l'étranger était une priorité.

²⁰ La « Big Conversation » sera élargie en 2008.

²¹ Présentation du budget pour 2008/09, www.gov.bm.

67. Une initiative de lutte contre les gangs, lancée en 2006, continue d'être affinée et appliquée. Elle permettra de mieux comprendre l'étendue du problème aux Bermudes. En mai 2008, le Ministre du travail, des affaires intérieures et du logement, David Burch, a annoncé que le gouvernement s'était associé au Commissaire David Bascome de l'Island Soccer League pour lancer une initiative de lutte contre les gangs appelée « hope for life ». Il a expliqué que l'initiative porterait sur quatre domaines de manière à informer les participants des pièges de la drogue et de la violence en leur proposant d'autres solutions positives, outre qu'elle leur apprendrait comment prendre des décisions avisées et tenir tête à ceux qui veulent les influencer.

68. Le Ministère de la justice s'est efforcé d'apporter une assistance pour lutter contre la recrudescence des crimes violents en créant un service d'appui aux témoins. Ce service, qui en est toujours à ses débuts, fournit des informations et un appui aux témoins tout au long du procès, le but étant de démystifier le système de justice pénale et de réduire les possibilités d'intimidation des témoins¹⁴.

69. Le programme « mirrors » couronné de succès, financé par le Ministère de la culture et de la réadaptation sociale, qui réoriente les jeunes à risque vers des modes de vie plus productifs, entre dans sa troisième année au cours de l'exercice financier 2009/10 et a été doté d'un budget de 2,1 millions de dollars. À ce jour, trois cours intensifs en internat ont été suivis par 93 jeunes participants au total¹.

70. Le budget de la police a été accru de 10 %, pour le porter 62,8 millions de dollars pour l'exercice financier 2008/09 afin de financer des programmes et initiatives tels que ceux mentionnés plus haut. Le Ministère de la justice a été doté d'un budget de 24,9 millions de dollars pour le même exercice et un crédit de 500 000 dollars a été alloué à un organisme de renseignement financier nouvellement créé¹⁴.

71. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, le Ministère de la justice poursuit ses initiatives liées au plan de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mentionnées plus haut. L'organisme de renseignement financier recevra et analysera les rapports sur les activités suspectes ayant trait à des cas connus ou suspects de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. Des responsables ont été nommés et achèvent actuellement les modalités de passage du service de renseignement financier des services de police des Bermudes au nouvel organisme de renseignement financier¹⁴.

72. En outre, le Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent œuvre étroitement avec les entreprises industrielles concernées et d'autres personnes à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action national pour amener les Bermudes à se conformer aux normes internationales liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, les lois suivantes votées par l'organe législatif au cours du troisième trimestre de 2008 indiquent que d'importants progrès ont été faits en ce qui concerne ces questions : loi sur le produit du crime telle que modifiée en 2008, loi sur la lutte contre le terrorisme (mesures d'ordre financier et autre) telle que modifiée en 2008 et loi sur l'organisme de renseignement financier telle que modifiée en 2008.

73. Les lois susmentionnées, de même que la loi sur le produit du crime telle que modifiée en 2007 et la loi sur l'organisme de renseignement financier telle que

modifiée en 2007 sont entrées en vigueur le 15 novembre 2008. L'organe législatif a également approuvé le règlement de 2008 sur le produit du crime (lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme), qui prévoit les mécanismes et mesures de contrôle dont des entités spécifiées doivent disposer pour détecter et prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le règlement s'appliquait aux institutions financières avec effet au 1^{er} janvier 2009 et sera étendu aux avocats et aux comptables à une date ultérieure¹⁴.

G. Environnement

74. Le Ministère de l'environnement et des sports a été doté d'un budget de 40 millions de dollars pour l'exercice financier 2009/10. Le Département des parcs s'emploiera à organiser la soixante et onzième exposition annuelle, un programme de formation en horticulture et un plan interministériel de gestion des forêts claires. Le Département contribuera également à l'organisation des activités commémoratives du quatre centième anniversaire au Fort St. Catherine, aux jardins botaniques et à d'autres fonds. Le Département de l'évaluation foncière mène la réévaluation de 2009, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2010¹.

75. Un nouveau centre de traitement vétérinaire a également été construit. Le Département déploiera par ailleurs des dispositifs de surveillance du pétrel des Bermudes, qui est un oiseau de mer endémique menacé, et mènera la toute première évaluation économique des systèmes de récifs coralliens des Bermudes. L'évaluation sera publiée en juin 2009¹. Au cours de sa quarantième année de fonctionnement, le Bermuda Turtle Project a organisé, en août 2008, le douzième programme international annuel sur la biologie et la conservation des tortues marines¹.

76. En juin 2008, le Ministre de l'environnement et des sports a déclaré que le projet de plan 2008 des Bermudes était le plan de développement opérationnel de l'île. Ce plan, pour lequel il y a actuellement une période de consultations publiques de quatre mois, constitue le cadre d'une gestion efficace de l'environnement naturel et de l'environnement artificiel ainsi que de la mise en valeur des ressources, sous l'angle de la viabilité d'une manière qui réponde le mieux aux besoins environnementaux, économiques et sociaux du territoire jusqu'en 2015. Au cours des quatre mois, les membres du public peuvent s'opposer à tout zonage ou à toute politique du nouveau projet de plan ou formuler des observations à ce sujet¹⁴.

77. En mai 2008, le Ministre de l'environnement a ouvert la nouvelle réserve naturelle de Cooper's Island. S'étendant sur plus de 25 hectares, le site représente la dernière possibilité importante de réserver une parcelle de terre étendue pratiquement intacte, qui revête de l'importance pour la conservation de la diversité biologique unique des Bermudes¹⁴.

78. En 2009, le gouvernement lancera une vaste campagne de conservation de l'eau afin de sensibiliser davantage le public à la nécessité de conserver cette ressource. La campagne comportera des exposés publics, de la publicité dans la presse et les médias électroniques ainsi que la production de brochures, de banderoles, de dépliants, d'affiches et autres à diffuser sur toute l'étendue de l'île. La campagne pour la conservation de l'eau viendra à point nommé avec l'ouverture de la nouvelle usine de dessalement par osmose inverse de Tynes Bay, sur le North Shore, qui aura une capacité de 2 millions de litres par jour environ, capacité qui

pourra être portée à 4 millions par jour (voir A/AC.109/2006/6, par. 36). L'usine a considérablement réduit la dépendance des Bermudes à l'égard de l'eau de pluie.

79. L'énergie électrique aux Bermudes est fournie par une seule compagnie privée, qui a exclusivement recours aux combustibles fossiles pour produire l'électricité. Le Département de l'énergie a été créé au sein du Ministère de l'énergie, des télécommunications et du commerce électronique au début de 2008 et une bonne partie de l'année a été consacrée à des recherches et à l'élaboration d'un document pour solliciter le public, et qui servira de catalyseur pour l'engager dans un vaste débat sur les divers aspects de l'élaboration de politiques énergétiques pour les Bermudes. Outre des recherches plus approfondies sur d'autres sources d'énergie viables, le Département collaborera avec d'autres entités publiques pour encourager une modification des habitudes de consommation et l'adoption d'une culture de l'efficacité énergétique et de la conservation de l'énergie.

80. Lors d'une réunion du Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer tenue les 28 et 29 octobre, le territoire est convenu de s'employer à remédier aux impacts probables des changements climatiques dans les territoires d'outre-mer et à promouvoir des politiques environnementales rationnelles dans les territoires, au moyen d'un concours supplémentaire du Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni.

VI. Questions militaires

81. D'après la Puissance administrante, les Bermudes disposent d'un régiment de défense constitué de 600 militaires à temps partiel. La population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel.

82. Dans son rapport, la Commission des affaires étrangères du Royaume-Uni a recommandé que le Gouvernement du Royaume-Uni encourage le gouvernement des Bermudes à abandonner la conscription en faveur de la professionnalisation du régiment des Bermudes, en recrutant des volontaires rémunérés. La Commission a également conclu que cela pourrait rendre attrayant le service dans le régiment, en dotant ce dernier des effectifs nécessaires pour étendre ses activités maritimes.

VII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux

83. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM). Le document E/2006/47 contient des renseignements sur les activités du système des Nations Unies concernant les Bermudes, notamment sur l'applicabilité des conventions et des recommandations internationales relatives à la main-d'œuvre. Le territoire participe également à la Caribbean Conservation Corporation, à la Confédération internationale des syndicats libres, à INTERPOL et au Comité international olympique.

84. Les Bermudes font partie des United Kingdom Overseas Territories. À la demande des Bermudes, le territoire n'est pas assujéti à l'application de la décision d'association des territoires d'outre-mer mettant en application la partie IV du Traité de la Communauté européenne. Les arrangements conclus avec l'Union européenne

en vue de l'association n'ont jamais été appliqués aux Bermudes, conformément au souhait de ces dernières. Le territoire est toutefois autorisé à prendre part aux réunions de partenariat englobant les pays et territoires d'outre-mer britanniques.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

85. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section II ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

86. Dans une déclaration faite le 6 octobre 2008 devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), lors de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, la représentante du Royaume-Uni a notamment déclaré que les relations de son gouvernement avec ses territoires d'outre-mer sont basées sur le partenariat, des valeurs communes et le droit de chaque territoire de déterminer s'il désire, le cas échéant, rester lié au Royaume-Uni. Son gouvernement n'a pas l'intention d'imposer l'indépendance contre leur gré (voir A/C.4/63/SR.2).

87. La représentante a mentionné un processus de révision constitutionnelle visant à mettre en place un cadre constitutionnel moderne traduisant la situation particulière de chaque territoire. Les dispositions relatives à la bonne gouvernance, aux droits de l'homme et aux rôles du Gouverneur et des représentants politiques élus locaux avaient été mises à jour. L'appui de son gouvernement aux territoires mettait l'accent sur le renforcement des capacités et le développement durable. Le Royaume-Uni continuait de travailler avec les territoires, lorsqu'il y a lieu, sur la transparence politique et économique, la sécurité, la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et non naturelles et la gestion de l'environnement.

88. Dans un document daté du 8 mai 2008, communiqué au Président du Comité spécial en vue de sa diffusion au Séminaire régional pour le Pacifique sur la décolonisation qui devait se tenir à Bandung dans le courant du mois, le Royaume-Uni a par ailleurs exposé sa position, fondée sur le Livre blanc de 1999 sur le partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer. Le document faisait également le point des diverses révisions constitutionnelles opérées selon les principes définis dans ledit livre blanc.

C. Décisions prises par l'Assemblée générale

89. Le 5 décembre 2008, l'Assemblée générale a adopté, sans les avoir mises aux voix, les résolutions 63/108 A et B, en se fondant sur le rapport du Comité spécial (A/62/23) et après examen par la Commission des politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) (A/63/408). La section III de la résolution 63/108 B concerne les Bermudes. Aux termes des paragraphes de cette section, l'Assemblée générale :

1. A souligné l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine de près les faits entourant l'indépendance, et regretté que les plans d'organisation des réunions publiques et de la présentation d'un livre vert à la Chambre de l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. A prié la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités d'éducation du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invité à cet égard les organismes compétents des Nations Unies à fournir une assistance à ce territoire s'il en fait la demande.
